



DOSSIER SPÉCIAL 20 JUIN - JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS
Un panorama international de la situation des réfugiés
étudié au prisme culturel et religieux

20 juin 2018

www.observatoirepharos.com Cette publication a été réalisée par l'Observatoire Pharos dans le cadre de la journée mondiale des réfugiés 2018. Le contenu des articles ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

Les documents qui se trouvent sur le site Internet de l'Observatoire Pharos peuvent être reproduits ou affichés, distribués ou utilisés publiquement à des fins non commerciales, mais seulement en présence de la mention de l'Observatoire Pharos et, le cas échéant de l'auteur (Observateur junior), comme en étant la source.

© Observatoire Pharos, juin 2018

Crédits photos couverture (de gauche à droite):

Identificacio d'immigrants Rohingya a Bayeun, By Romeo Gacad/AFP. Flickr CC BY 2.0

First Syrian Refugee family landed in Toronto, 09/12/2015 by Domnic Santiago. Flickr CC BY 2.0.

Colombian refugees in a makeshift shelter seeking shade. By Policía Nacional de los colombianos, Wikimedia Commons CC BY-SA 2.0.

One of the murals at the entrance to the refugee camp, par Mrbrefast, Wikimédia Commons CC BY-SA 3.0

L'Observatoire Pharos

Plateforme de réflexion et d'action, l'Observatoire Pharos envisage un monde apaisé dans lequel la diversité d'appartenances est une richesse et non un facteur de violence ou d'exclusion.

L'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions a pris en 2011 la forme d'une association loi 1901, présidée aujourd'hui par Jean-Arnold de Clermont. Après avoir créé un site internet en accès libre dédié à la veille, l'Observatoire Pharos s'est engagé sur le terrain en coopération étroite avec ses partenaires locaux : en République centrafricaine, depuis cinq ans ; puis au Tchad et au Nigeria ; au Proche et au Moyen-Orient (Liban, Syrie, Irak) ; en Asie (Pakistan, Indonésie). Depuis 2016, la plupart de ces actions s'inscrivent dans un programme de soutien aux défenseurs du pluralisme.

ÉDITO

À l'occasion de la journée mondiale des réfugiés 2018, les Observateurs juniors publient un état des lieux du respect des droits humains et de l'accueil réservé aux réfugiés dans le monde, étudié notamment au prisme des faits religieux. Ce dossier ne prétend pas à l'exhaustivité, il expose cependant des réalités contrastées dans onze pays du monde. Il s'agit de onze cas qui montrent bien la pluralité des situations et des interactions entre les religions et les sociétés.

Les Observateurs juniors

Etudiants et jeunes professionnels passionnés par un pays ou une zone géographique, ils s'intéressent aux enjeux de pluralisme culturel et religieux. Ils produisent des **articles disponibles sur le site internet de l'Observatoire Pharos en libre accès**, apportant un regard citoyen sur l'actualité. Militants et informés, ils s'investissent pour défendre les minorités culturelles et religieuses en **alertant sur les atteintes faites au pluralisme**, en informant sur ses évolutions et parfois, en partant en mission sur le terrain à la rencontre de ces minorités dans le cadre des projets de l'Observatoire Pharos.

Depuis sa création l'Observatoire a publié près de 1.500 articles, couvrant 65 pays, accessibles gratuitement sur son site. Près de 40 Observateurs juniors publient régulièrement.

Pour vous abonner aux veilles : www.observatoirepharos.com



[@ObsPharos](https://twitter.com/ObsPharos)



[@ObservatoirePharos](https://www.facebook.com/ObservatoirePharos)



[Observatoire Pharos](https://www.linkedin.com/company/ObservatoirePharos)

SOMMAIRE

ÉDITO	2
La Libye depuis Kadhafi : le pays où les réfugiés n'existent pas.....	4
Le statut des réfugiés palestiniens en question	8
Les réfugiés, une question marginale au sein du royaume saoudien ?.....	12
Réfugié ou déplacé humanitaire, une nuance de taille en Corée	15
Réfugiés en Indonésie : un refuge bien imparfait	19
Le Brésil, terre d'accueil à l'épreuve de la crise vénézuélienne	22
Réfugiés au Canada : « compassion », sécurité et « opportunités économiques »	25
Réfugiés et demandeurs d'asile, les oubliés du Brexit	29
L'administration ne suit pas toujours, malgré une réelle volonté d'accueil au Portugal.....	33
Les réfugiés au Cameroun : une crise devenue permanente	37



La Libye depuis Kadhafi : le pays où les réfugiés n'existent pas



MANON SCHAEFLE

Etudiante en relations internationales à Sciences Po Rennes, Manon suit en parallèle un master 2 « Développement et aide humanitaire » à la Sorbonne. Elle a réalisé un mémoire sur les personnes engagées depuis la Turquie pour la Palestine afin de comprendre les ressorts d'un mouvement de solidarité internationale par-delà les distances géographiques et culturelles. Désirant travailler à la prévention des conflits et au respect des droits de l'Homme, ses recherches portent principalement sur le Moyen et Proche-Orient.

Depuis la vidéo publiée par CNN sur les marchés d'esclaves en novembre 2017, la condition des migrants et réfugiés en Libye est largement dénoncée et a provoqué l'indignation de la communauté internationale. On a attribué ces actes barbares à la situation chaotique due à la chute du régime de Kadhafi. Pourtant, les violences à l'encontre des personnes migrantes en Libye sont un problème qui précède les révolutions arabes.

« Il n'y a pas de réfugiés en Libye »

Selon la convention de Genève du 28 juillet 1951, « *le terme de réfugié s'applique à toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ». Au regard du droit national cependant, une personne réfugiée est une personne qui a obtenu le statut de réfugié après avoir effectué une demande d'asile.

Le cas de la Libye est complexe. Il n'y a pas de réfugiés en Libye au sens où le pays n'a jamais ratifié les Conventions de Genève et ne délivre pas de statut aux demandeurs d'asile. En 2009, [Mohamed Bashir Al Shabbani](#), directeur de l'Office de l'immigration au Comité populaire général de la Sécurité publique, a d'ailleurs déclaré qu'il « n'y a pas de réfugié en Libye », mais seulement « des gens qui s'introduisent illégalement dans le pays ».

Mais si on ne prend en compte que la première définition, la plupart des étrangers qui se trouvent sur le territoire libyen méritent d'être considérés comme des réfugiés car les migrants y sont exposés à des formes de violences et persécutions spécifiques et ne peuvent prétendre à aucune protection de la part de l'État libyen. Les [organisations internationales](#) et ONG sont ainsi nombreuses à dénoncer les politiques européennes en matière de contrôle des flux migratoires. La coopération avec la Libye, pour qu'elle surveille sa frontière méditerranéenne et accepte les expulsions et retours forcés de migrants sur son sol, tandis qu'elle ne garantit pas la protection des droits humains des migrants et demandeurs d'asile, est vivement critiquée.

Typologie et évolution des flux migratoires en Libye

Selon l'OIM, on compterait environ [770 000 migrants](#) en Libye en 2016, mais une estimation exacte est impossible du fait de l'absence de contrôle des autorités sur la totalité du territoire. Les flux migratoires sont davantage contrôlés par des milices et groupes non-étatiques criminels qui tirent profit du trafic d'êtres humains. Un [rapport de l'UNHCR de janvier 2017](#) sur les droits de l'Homme en Libye fait état de détentions arbitraires, de tortures, viols, de prises d'otages contre rançons, de travaux forcés et de meurtres. Le phénomène est si largement répandu que le trafic des personnes migrantes représenterait [35 % du PIB](#) en Libye.

La typologie des étrangers sur le sol libyen s'explique par les différents mouvements migratoires qui ont traversé le territoire au cours des dernières décennies. Sous Kadhafi, beaucoup de migrants originaires de Tunisie, d'Égypte et des réfugiés palestiniens se sont installés en Libye. Depuis la chute du régime, un grand nombre ont fui la guerre civile et se sont réfugiés ailleurs.

Au cours des années 90, le dictateur a également encouragé l'afflux massif de migrants originaires d'Afrique subsaharienne (Nigeria, Mali, Sénégal) afin de pallier les besoins de main d'oeuvre. La Libye était réputée être un eldorado économique, et donc une terre de destination. Cette période a été suivie de plusieurs vagues d'expulsions mais beaucoup de ces migrants sont tout de même restés sur le territoire libyen.

Depuis la chute de Kadhafi, les migrants et réfugiés en Libye sont originaires de la Corne de l'Afrique (Somalie, Éthiopie, Érythrée) et toujours d'Afrique subsaharienne (Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Nigeria, Mali, Soudan). Elle est aussi un pays de transit pour les migrants originaires du Maghreb (Tunisie, Maroc). Enfin, il y a des ressortissants d'États situés à l'Est de la Méditerranée comme la Syrie, le Pakistan ou le Bangladesh. Au total, le pays compte une vingtaine de nationalités. Une part considérable des migrants qui se trouvent en Libye pourrait légitimement prétendre au droit d'asile de l'autre côté de la Méditerranée. En Italie par exemple, le [taux d'acceptation du droit d'asile](#) pour les Érythréens et Somaliens est de 84 et 97 %, tandis qu'il est d'environ 25 à 30 % pour les Nigeriens, Sénégalais, Maliens et Pakistanais.

La condition des migrants et réfugiés sous Kadhafi

Beaucoup de choses ont changé depuis la chute du régime de Kadhafi. Les migrants et réfugiés subissent aujourd'hui, comme l'ensemble de la société libyenne, le chaos lié à l'absence d'institutions étatiques viables et sont exposés à la violence des groupes mafieux. Peut-on pour autant prétendre que [c'était mieux avant](#) ?

Aujourd'hui, plusieurs centaines de milliers d'étrangers sont retenus de force sur le territoire libyen et, pour nombre d'entre eux, la fuite est la seule alternative pour préserver leur vie. Sous Kadhafi, la Libye

était un pays de départ et de transit mais aussi d'immigration. Beaucoup de personnes originaires des pays d'Afrique subsaharienne émigraient vers la Libye pour y trouver un emploi. C'était une terre qui attirait les migrants économiques et les étrangers constituaient la moitié de la population active dans les années 1980. Pourtant, la politique migratoire du « Guide » était loin d'assurer des conditions favorables pour les migrants.

Kadhafi rêvait d'une union africaine, les « États-Unis d'Afrique », et souhaitait l'abolition des frontières sur le continent pour garantir la liberté totale de circulation des Hommes. Cette situation a changé à la fin du régime, Kadhafi durcissant les conditions d'entrée en Libye dès 2005 dans le cadre d'une nouvelle politique de lutte contre l'immigration clandestine et le terrorisme. Les frontières libyennes demeuraient cependant nettement plus franchissables à l'époque, tandis que les politiques d'externalisation des frontières de l'Europe entravent aujourd'hui la liberté de mouvements des populations africaines à l'intérieur du continent africain.

En réalité, loin d'être les bienvenus sur le territoire libyen, les migrants originaires d'Afrique subsaharienne étaient surtout utilisés comme une arme diplomatique par le régime. Ils servaient à la fois de main d'œuvre bon marché et d'outil de négociation. Kadhafi utilisait la présence d'étrangers sur son territoire pour faire pression sur les États européens en utilisant la menace de « l'invasion ». Si la présence de migrants est utile au régime, la tolérance de ce dernier à leur rencontre est très limitée : les migrants africains sont victimes de discriminations et brimades, comme c'est le cas lors des émeutes xénophobes de septembre 2000 qui ont fait entre 130 et 500 morts. Le régime a multiplié les mesures d'expulsion des étrangers sur son territoire à chaque fois que cette manne de main d'œuvre n'était plus nécessaire.

Le régime de Kadhafi ne faisait pas la distinction entre « migrants volontaires » et prétendants au statut de réfugiés. Aucune procédure de demande d'asile n'était prévue alors que le territoire servait de refuge pour les personnes fuyant les conflits en Cisjordanie, Somalie, Érythrée et au Soudan. Ces différentes nationalités étaient donc exposées aux mêmes mesures d'expulsion, même lorsqu'il s'agissait de les renvoyer dans un pays en guerre. En 2007, lorsque l'État a déclaré que l'accès des immigrés aux services publics n'était plus autorisé, cela a touché également les réfugiés qui sont par définition dans une situation d'extrême précarité et dont la responsabilité de la communauté internationale est de leur fournir une protection.

Tous les signes tendent aussi à montrer que les réseaux de traite des migrants se sont développés sous Kadhafi. Human Right Watch a conduit une enquête durant l'été 2009 au cours de laquelle tous les migrants interrogés dénoncent les [liens étroits entre réseaux](#) de trafiquants et autorités officielles largement corrompues (policiers, militaires). Les prises d'otage en échange de rançons et les marchés d'esclaves étaient [déjà documentés](#) pendant l'ère Kadhafi.

Enfin, les pratiques de Kadhafi ont encouragé la xénophobie chez les ex-groupes rebelles. Peu confiant envers son armée nationale, il recrutait en effet des mercenaires dans les pays d'Afrique subsaharienne (Tchad, Soudan, Niger). Aujourd'hui, ces derniers sont soupçonnés d'être d'anciens soldats du régime et sont persécutés pour ce motif.

Finalement, sous Kadhafi comme aujourd'hui, la protection des réfugiés est seulement assurée par la présence d'organisations internationales comme l'UNHCR, dont la présence est « tolérée » mais qui n'a pas de mandat officiel. Le « Guide » ira jusqu'à expulser l'UNHCR de son territoire en juin 2010. Les acteurs non-gouvernementaux tentent de délivrer des soins, une aide alimentaire et une protection

contre les expulsions forcées dans un climat d'insécurité. Or, leur champ d'action est très restreint. Leur accès dans les centres de détention des étrangers a toujours été extrêmement limité et contrôlé.

La protection des migrants et réfugiés d'Afrique subsaharienne contre les pratiques xénophobes

Derrière les sévices infligés aux migrants en Libye, des voix dénoncent des logiques xénophobes et racistes auxquelles il faut être attentif sans pour autant en exagérer l'ampleur.

Le chaos libyen affecte l'ensemble de la population sur le territoire. Les nationaux libyens ne sont pas épargnés par les violences et les conditions de vie difficiles. La situation de détresse a néanmoins tendance à accentuer les logiques intracommunautaires et, par extension, la xénophobie. La guerre accentue les divisions et des groupes s'arrogent le pouvoir en s'appuyant sur l'exploitation d'autres groupes. Force est de constater que les violences ciblent particulièrement les migrants d'Afrique subsaharienne, bien que certains d'entre eux figurent parmi les trafiquants. Les affaires de vente d'esclaves ont provoqué un élan d'indignation parmi les États membres et les populations de l'Union africaine en ravivant la mémoire des traites négrières. Le Président de l'Union Africaine, Alpha Condé, [avait alors déclaré](#) « *L'Union Africaine condamne de façon la plus totale et la plus nette [ce qui se passe en Libye]. C'est quelque chose qui me révolte, qui révolte tout Africain et à plus forte raison le Président de l'Union Africaine* ».

De nombreux acteurs dénoncent et alertent sur cette situation qui risque à terme d'entraver le processus de reconstruction de l'État libyen en menaçant la paix civile et les droits des minorités ethniques et culturelles dans le pays.

Image : *Portrait de Mouammar Kadhafi à l'entrée en Libye*, Ras Jedir, By [JPRoger](#), Own Work CC BY-SA 3.0

Pour aller plus loin :

[Les migrations en Libye, un instrument de la diplomatie kadhafienne - Cairn](#)

[Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Libya](#)

[La Libye de Kadhafi : un pays « sans société civile »](#)



Le statut des réfugiés palestiniens en question



FANNY MIALLET

Diplômée en Relations internationales et en Philosophie (Paris 1), Fanny s'intéresse particulièrement au rôle que jouent les religions dans les relations inter-étatiques. Elle prépare actuellement un projet de thèse qui portera sur les relations entre le Consulat Général de France à Jérusalem et les communautés religieuses en Terre Sainte après 1967.

Les violences qui ont éclaté ces derniers mois entre Israéliens et Palestiniens sont étroitement liées à la question des réfugiés. Les protestations côté palestinien ont commencé il y a plus de deux mois, à l'occasion de la commémoration de la *Nakba* – l'exode palestinien consécutif à la guerre israélo-arabe de 1948 - et du début de la « marche du retour » symbolique, en revendication du droit au retour de ces réfugiés et de leurs descendants.

La question des réfugiés palestiniens est en effet l'une des pierres d'achoppement du conflit et l'un des principaux sujets de discorde entre dirigeants israéliens et arabes depuis la guerre de 1948. Elle demeure aujourd'hui pour beaucoup d'observateurs l'un des principaux obstacles à la paix.

Les réfugiés palestiniens : une « question » vieille de soixante ans

La question des réfugiés palestiniens remonte à la guerre israélo-arabe de 1948, au cours de laquelle près de 750 000 Arabes palestiniens ont dû quitter leurs foyers. Certains sont des réfugiés internes et trouvent refuge dans la bande de Gaza ou en Cisjordanie, tandis que d'autres se dirigent vers les pays voisins, notamment la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Égypte et l'Irak. Afin de répondre aux besoins de ces populations, un Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est créé en 1949.

Le statut de réfugié palestinien est défini dans les statuts de l'UNRWA comme pouvant être attribué à toute personne « qui a eu sa résidence normale en Palestine pendant deux ans au moins avant le conflit de 1948 et qui, en raison de ce conflit, a perdu à la fois son foyer et ses moyens d'existence, et a trouvé refuge, en 1948, dans l'un des pays où l'UNRWA assure ses secours ». À la suite de la guerre des Six jours de 1967, environ 500 000 Palestiniens sont de nouveau déplacés. Malgré la définition qui porte spécifiquement sur le conflit de 48, l'UNRWA a également établi une dizaine de camps pour les accueillir.

Selon l'UNRWA, en 2017, les personnes remplissant ces critères étaient plus de 5,3 millions, dont une large majorité vivait à l'extérieur des territoires palestiniens. La Jordanie accueillait à elle seule 2.1 millions de réfugiés palestiniens, tandis que 1,3 millions des 1,9 millions de Gazaouis étaient des réfugiés internes. Ces chiffres continuent d'augmenter chaque année car le statut s'applique également aux enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants des réfugiés. Par ailleurs, l'UNRWA ne décompte pas toujours les personnes décédées, ni celles qui ont quitté le pays où elles s'étaient d'abord enregistrées.

Un statut à part

Dès lors que l'UNRWA a été créée, les Palestiniens ont bénéficié d'un statut de réfugié particulier. Ils sont exclus de fait des instruments internationaux classiques de prise en charge des réfugiés, à savoir le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et la Convention relative au statut des réfugiés de juillet 1951. Si ce statut particulier leur offre une plus grande visibilité auprès de l'opinion publique internationale, il comporte aussi des inconvénients, notamment le fait que leur statut juridique est décidé de façon discrétionnaire par les États d'accueil. Cette particularité de traitement a été largement soutenue par les pays arabes et les Palestiniens qui y ont vu une garantie de leur droit au retour, mais elle a également été instrumentalisée par les pays d'accueil pour justifier une différence de traitement entre nationaux et réfugiés palestiniens.

Il existe donc de grandes disparités de situation selon le pays d'accueil. La Jordanie a par exemple fait le choix d'octroyer la citoyenneté aux réfugiés palestiniens, même s'ils restent exclus de certains postes de l'administration publique.

Au Liban, l'intégration est beaucoup plus difficile et la majorité des réfugiés vit encore dans des camps. Ils bénéficient seulement d'un droit de résidence temporaire et sont exclus de nombreux emplois. Seule une minorité a eu accès à la nationalité dans les années 50, afin de maintenir l'équilibre confessionnel du pays. Pourtant, en décembre dernier, un recensement officiel a révélé que seulement 174 422 réfugiés palestiniens vivaient sur le sol libanais, soit quatre fois moins que les estimations les plus courantes et que les chiffres annoncés par l'UNRWA (écart qui s'explique sans doute par le fait que de nombreux inscrits à l'UNRWA depuis 1948 ont quitté le pays ou sont décédés). Ces nouvelles données pourraient permettre de relativiser le poids démographique de cette population, souvent utilisé comme prétexte pour ne pas leur accorder les mêmes droits qu'aux Libanais.

Enfin, il existe en tout 27 camps de réfugiés dans les Territoires Palestiniens, dont huit à Gaza. Ces derniers font face à de nombreuses difficultés, notamment d'accès à l'eau et à l'emploi. La présence de l'armée israélienne, qui peut pénétrer dans les camps à tout moment, donne parfois lieu à des heurts et des violences.

Droit au retour et identité nationale

La question du droit au retour de ces réfugiés palestiniens a été, dès 1948, un sujet de désaccord majeur entre les dirigeants arabes et israéliens, les premiers le posant comme une condition *sine qua non* à une paix éventuelle, les seconds refusant de l'accorder. La question est d'autant plus épineuse que pour Israël, en tant qu'État juif, il s'agit d'un enjeu existentiel sur le plan démographique. En 1950, Israël adopte la « loi sur la propriété des absents » qui permet la cession des propriétés des réfugiés à l'État ou au Fond national juif. Selon les statuts de ce Fonds, « [...] vente, affermage ou échange ne sont autorisés que si ceux-ci servent à l'implantation de Juifs dans le pays ». Par ailleurs, il existe bien une loi sur le « droit au retour », mais celle-ci ne s'applique qu'aux Juifs.

Les identités nationales israélienne et palestinienne sont donc étroitement liées à cette question et deux visions de l'Histoire s'opposent entre ceux qui pensent que les Palestiniens sont partis de manière volontaire, encouragés par les États arabes voisins qui leur faisaient miroiter un retour rapide et victorieux, et ceux qui estiment qu'ils ont en réalité été expulsés volontairement par l'armée israélienne. C'est le cas des « nouveaux historiens » israéliens qui ont ainsi mis en évidence dans les années 80 le rôle de Tsalal dans l'exode des palestiniens et la « planification » de ces expulsions.

Les évolutions récentes

Les évolutions récentes concernant les réfugiés palestiniens ne vont pas vers une amélioration de leur situation. En janvier dernier, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a réitéré son appel à fermer l'UNRWA qu'il juge anti-israélienne. Selon lui, « *l'existence même de l'UNRWA perpétue le problème des réfugiés palestiniens ainsi que le narratif du soi-disant droit du retour dont l'objectif réel est la destruction de l'État d'Israël* ».

Quelques jours plus tard, le président américain Donald Trump a mis à exécution sa menace de diviser par deux le budget américain octroyé à l'UNRWA. Cette coupe budgétaire est apparue comme une sanction à la suite du refus par l'Autorité Palestinienne d'ouvrir des discussions sur le projet de paix américain, refus lui-même motivé par la décision du président Trump de transférer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem. Les États-Unis, jusque-là [premiers contributeurs de l'UNRWA](#), ont donc diminué leur participation de 125 à 60 millions de dollars. Face à cette situation, le responsable de l'UNRWA, Pierre Krähenbühl, en a appelé à la solidarité des pays arabes tout en précisant que la Russie et neuf pays européens avaient décidé de renforcer leur aide afin de combler le manque.

Face à ces annonces des gouvernements israéliens et américains, l'Autorité Palestinienne et sa faction dirigeante, le Fatah, ont quant à eux réaffirmé le caractère sacré et non négociable de la question des réfugiés palestiniens et de leur « droit au retour ».

Prise de position des religieux

Récemment, certains responsables religieux ont pris clairement position sur la question des réfugiés palestiniens, notamment à la suite des affrontements à Gaza et en Cisjordanie depuis deux mois.

Ainsi, à la suite des décisions des USA, l'ancien mufti de Jérusalem, le sheikh Ekrima Sabri a dénoncé lors d'un prêche à la mosquée Al-Aqsa une « conspiration contre Jérusalem et la question des réfugiés ». En réponse aux critiques formulées par Israël et les États-Unis contre l'UNRWA, le sheikh a rejeté toute modification du statut des réfugiés palestiniens et a réaffirmé la nécessité d'appliquer le statut de réfugié aux descendants, affirmant que « l'héritage protège les droits des descendants après la mort d'un réfugié. »

Plus largement, de nombreuses Églises à travers le monde ont condamné les décisions de l'administration américaine et les violences perpétrées à l'encontre des populations palestiniennes. On notera notamment la signature par quinze Églises et associations chrétiennes américaines d'une déclaration affirmant leur « soutien au peuple palestinien qui défend ses droits avec courage ». L'attitude des gouvernements américain et israélien y sont condamnés tandis qu'il est expressément demandé à l'administration Trump de « soutenir le droit des réfugiés, y compris les réfugiés palestiniens, sur la base du droit et des conventions internationales » ainsi que de reprendre le financement complet de l'UNRWA.

Image : One of the murals at the entrance to the refugee camp, par [Mrbrefast](#), Wikimedia Commons CC BY-SA 3.0

Pour aller plus loin :

[Le statut des réfugiés palestiniens - Les clés du Moyen-Orient](#)

[L'ex-mufti de Jérusalem demande aux pays arabes et islamiques d'aider l'UNRWA – Times of Israël](#)

[Episcopal Church joins call for end to Gaza violence and measures to protect Palestinians – Episcopal Church](#)



Les réfugiés, une question marginale au sein du royaume saoudien ?



MHIA RAWNAK

Étudiante en master à Sciences Po Bordeaux, MhiaRawnak est passionnée par les enjeux de cette région complexe qu'est le Moyen-Orient.

Observatrice junior sur l'Arabie Saoudite depuis 2018, elle souhaite éclairer sur les nouvelles perspectives qui s'offrent ou s'imposent à cette théocratie, pilier du monde arabe en pleine mutation.

Lors de la conférence de Bruxelles, le 2 mai 2018, le président libanais, Michel Aoun, a demandé aux Emirats arabes unis, à l'Arabie saoudite et à l'Égypte d'apporter leur aide pour un retour des réfugiés syriens du Liban dans leur pays. En effet, le Liban accueille près d'un million de réfugiés syriens enregistrés auprès de l'ONU, soit 1/5 de ces réfugiés. Le président libanais réclame ainsi « un retour sécurisé des déplacés, notamment dans les régions stables ». Or, la communauté internationale estime un tel retour prématuré et considère qu'une solution politique en Syrie doit précéder leur retour, comme elle l'a expliqué lors de cette conférence relative à la crise des réfugiés syriens. En Arabie Saoudite, la plupart des réfugiés sont d'ailleurs majoritairement originaires de Syrie et du Yémen. La proximité géographique ainsi que les liens culturels et religieux expliquent le choix de cette destination.

Une prise en compte mitigée de la question des réfugiés

L'Arabie saoudite est un des premiers membres du groupe de donateurs (TMD) pour la Syrie. Le royaume participe également à des forums internationaux de coopération humanitaire tels que le groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG) et le groupe d'évaluation et de coordination des catastrophes des Nations Unies (UNDAC). Pour autant, lors d'un rapport intitulé « La lamentable réponse du monde à la crise des réfugiés syriens » de décembre 2014, Amnesty International soulignait déjà l'attitude des États du Golfe Persique :

« L'absence totale de promesses d'accueil émanant du Golfe est particulièrement honteuse. Les liens linguistiques et religieux devraient placer les États du golfe Persique au premier rang des pays offrant l'asile aux réfugiés qui fuient la persécution et les crimes de guerre en Syrie. »

L'Arabie Saoudite et les États du golfe Persique affichent toujours une réticence à accueillir les exilés syriens sur leurs territoires. Cette réticence est légale dans la mesure où aucun de ces États n'a ratifié la Convention internationale de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. En vertu du droit international, une demande d'asile ne peut être faite depuis l'étranger. Il n'y a donc aucune obligation pour un État d'accepter ces demandeurs tant qu'ils se trouvent hors de ses frontières. Néanmoins, certains observateurs, à l'instar de Nicholas Mac Geehan, chercheur associé à l'ONG Human Rights Watch (HRW), estiment que « s'il existe une obligation pour les pays arabes, il s'agit plutôt d'une obligation morale. Dans la mesure où, par exemple, les Émirats ou l'Arabie saoudite participent directement à des conflits comme au Yémen ou en Syrie, leur responsabilité est en jeu ».

Un engagement essentiellement humanitaire en réponse préventive à une crise des réfugiés

Les Nations Unies soulignent fréquemment « l'esprit humanitaire manifesté par l'Arabie saoudite » en matière de secours aux personnes déplacées et aux réfugiés, en particulier des Syriens en Jordanie, au Liban et en Turquie, mais également au-delà du Moyen-Orient (Somalie et Myanmar). Plusieurs réalisations en témoignent.

Sur le plan institutionnel, le centre d'aide humanitaire et de secours du roi Salman (KSRC), créé en mai 2015, coordonne acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux afin d'unifier les activités de secours. Le KSRC fonctionne comme un point de contact centralisé et de référence pour les flux nationaux de l'aide humanitaire à l'image de la *United States Agency for International Development* (USAID). [Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires \(OCHA\)](#) a collaboré avec le King Salman Centre à l'élaboration de plans d'interventions humanitaires stratégiques ainsi qu'à un plan d'action conjoint sur les activités de renforcement de capacités et du partage de l'information.

De plus, sur le plan de la coopération internationale, le renouvellement du mémorandum de 1993 signé avec le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HRC), pour aider les personnes déplacées au Yémen, s'inscrit dans cette accentuation d'une logique humanitaire. Tout comme le KSRC, [cet accord du 6 septembre 2015](#), de 31 millions de dollars à l'égard de 800 000 Yéménites, a pour objectif d'aider les personnes déplacées par la fourniture et la réhabilitation d'abris, la distribution de secours essentiels et de services de protection.

Pour autant, dans le contexte d'une « saoudisation du marché du travail » lancée par les réformes du prince héritier Mohammed Ben Salmane, les autorités publiques discriminent les travailleurs migrants ayant un statut irrégulier, en majorité des réfugiés, conduisant à leur arrestation, leur détention et leur déportation. [En mars 2018](#), le Ministère de l'Intérieur a lancé une campagne intitulée « une Nation sans délits et crimes », donnant aux travailleurs migrants 90 jours pour régulariser leur statut ou quitter le pays sans pénalités.

Instaurer un véritable cadre juridique sur la question des réfugiés pour une modernisation de l'Etat saoudien

[Selon l'UNHCR](#), l'adhésion à la Convention sur les réfugiés de 1951, et son protocole de 1967, ainsi que la mise en place d'un cadre juridique national fourniraient une base légale claire pour une véritable

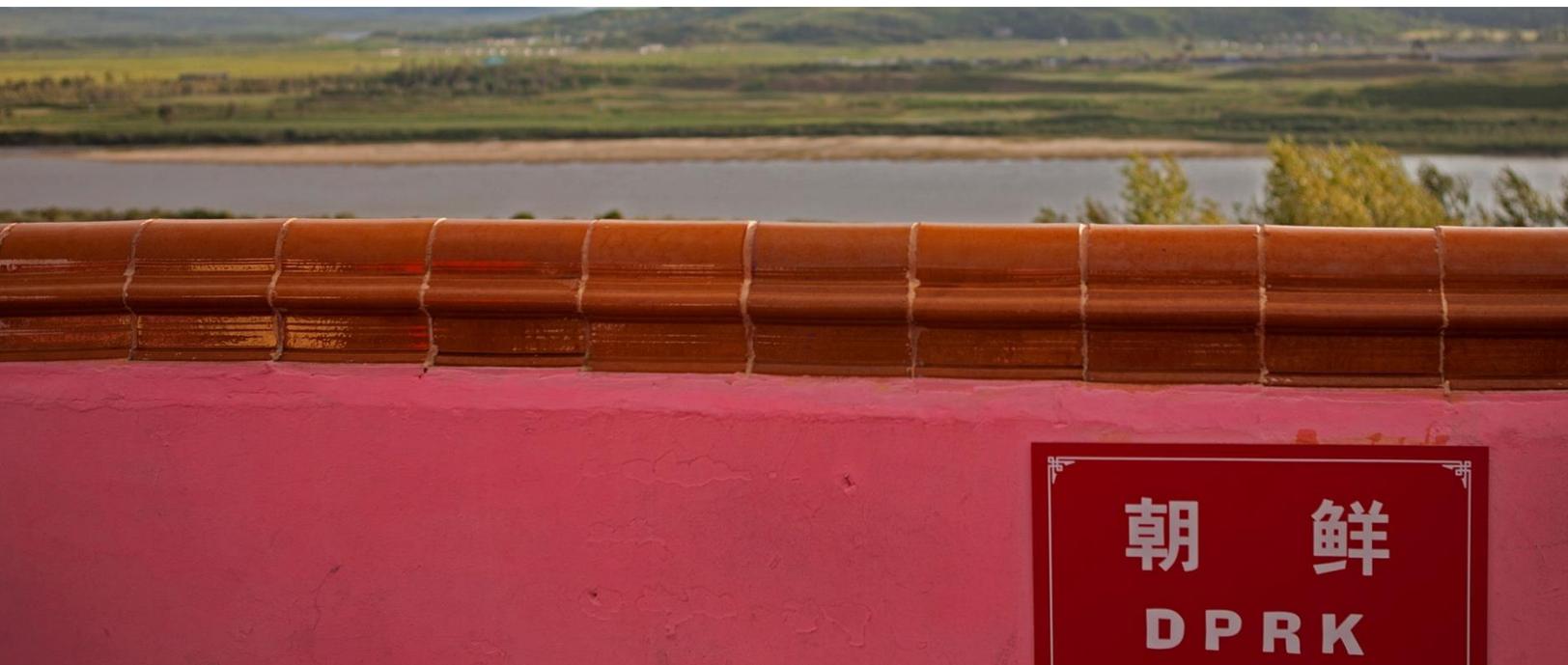
protection internationale des réfugiés. En effet, cela permettrait au gouvernement saoudien de traiter les questions relatives à l'asile de manière structurée. Les obligations saoudiennes en matière constitutionnelle, et notamment de respect des [droits de l'Homme](#), en sortiraient renforcées.

En outre, sur le plan d'un « soft-power saoudien », les retombées seraient majeures. D'une part, cela reconnaîtrait formellement la solidarité du royaume à l'égard des réfugiés, réaffirmant ainsi [sa position de chef de file du monde sunnite](#). D'autre part, cela soulignerait l'importance de l'Arabie saoudite de coopérer avec la communauté internationale dans ses efforts pour trouver des solutions aux réfugiés, solidairement des États d'accueil à l'instar de la Turquie, de la Jordanie et du Liban.

Image : *HE Dr Ibrahim Al-Assaf, Finance Minister of Saudi Arabia at the Supporting Syria conference*, by [Adam Brown/Crown](#) Copyright, Flickr, CC BY 2.0.

Pour aller plus loin :

[Memorandum of Understanding between the United Nations High Commissioner for Refugees \(UNHCR\) and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia](#)



Réfugié ou déplacé humanitaire, une nuance de taille en Corée



SIMON GODART

Spécialisé dans les questions de défense et diplômé en Relations Internationales de l'Université Catholique de Lille, Simon a eu la chance de terminer son Master à l'Université d'Ewha Womans University, plus grande université féminine du pays, à Séoul. Tombé sous le charme du pays, de sa culture et de ses habitants, il est resté deux ans afin de poursuivre sa passion pour les questions liées à l'Asie de l'Est, en agissant au sein de think tank, d'ONG, et grâce aux personnes rencontrées à travers la région.

Miracle économique de ces dernières décennies, la Corée du Sud montre aussi son caractère pionnier en termes de politique d'accueil des réfugiés, suscitant le regard intrigué de ses voisins asiatiques. Sa principale avancée par rapport à ceux-ci a été de préciser sa politique d'accueil des réfugiés en juillet 2013, avec l'édition d'un *Refugee Act*, qui s'est ajouté à la ratification de la Convention de Genève de 1951, relative au statut de réfugié, que le pays a signée en 1992.

Selon le *Refugee Act* sud-coréen, est considéré réfugié, l'étranger qui ne peut regagner son pays d'origine en raison d'une "*peur justifiée d'être persécuté pour des raisons raciales, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social ou politique*". Pour les cas de personne fuyant leur pays mais ne présentant pas de risque de persécution, le texte définit un autre statut, celui de "déplacé humanitaire", qui diffère par ses conditions d'obtention, mais surtout par les droits auxquels il ouvre. En l'occurrence, un déplacé humanitaire se voit délivrer un visa humanitaire lui accordant la permission de rester en Corée du Sud, s'il justifie de "*raisons raisonnables de croire que sa vie ou sa liberté personnelle peuvent être menacées*" dans son pays d'origine. Ce statut doit être mis à jour chaque année. Ainsi, les déplacés de guerre syriens et yéménites constituent des déplacés humanitaires, et ne sont pas éligibles au statut de réfugié. Or, si les réfugiés peuvent prétendre à un accès au marché du travail et à la sécurité sociale au même niveau que les Sud-Coréens, les détenteurs du visa humanitaire "*peuvent recevoir la permission*" du Ministère de la Justice, de travailler en échange de salaire, et ne bénéficient d'aucune assurance médicale.

Se mettre en sécurité, mais pas s'installer

Dans de nombreux pays, cette différence de statut a été nuancée et adaptée, afin de prendre en compte un contexte mondial très différent de celui de 1951 dans lequel est née la Convention de Genève. La Corée du Sud, quant à elle, préfère conserver cette distinction et la définition stricte de chacun des statuts. L'extrême difficulté avec laquelle celui de réfugié est accordé au compte-goutte (580 réfugiés pour 15000 demandes depuis 1994, dont 3 Syriens seulement), s'expliquerait par la volonté sud-coréenne de s'assurer que ces déplacés de guerre repartiront dans leur pays une fois celui-ci pacifié. Dans ce pays qui privilégie, voire encourage l'accueil d'étrangers d'ethnicité coréenne, on prend soin de ne pas donner l'envie aux autres de s'installer à long-terme, au moyen de ces visas humanitaires annuels. En outre, les attaques terroristes successives qui ont eu lieu en Europe depuis 2015 ont éveillé la crainte des autorités coréennes envers les arrivants en provenance du Moyen-Orient, et en particulier envers les Syriens. Cependant, les associations d'aide aux réfugiés soulignent des progrès dans les politiques d'accueil, avec le départ des conservateurs et le changement d'administration du président Moon.

Les défecteurs Nord-Coréens, ou le retour des enfants prodiges...

Néanmoins, la spécificité coréenne en matière de migration reste l'accueil d'une catégorie de réfugiés bien particulière : les transfuges fuyant la Corée du Nord. Depuis la division de la Péninsule coréenne à la suite de la Guerre de Corée (1950-1953), des dizaines de milliers de Nord-Coréens ont fait défection pour des raisons politiques, idéologiques, religieuses ou économiques.

Selon les [estimations du Ministère de l'Unification](#) sud-coréen, les défecteurs présents dans le pays seraient 31,345 en juin 2018. Le flux des réfugiés du Nord entrés au Sud est cependant en forte baisse depuis 2012, ce qui coïncide avec l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, en décembre 2011.

Sokeel Park, qui travaille avec des défecteurs pour l'association *Liberty in North Korea*, [explique](#) que cette baisse pourrait correspondre à des mesures de sécurité accrues à la fois sur la frontière sino-nord-coréenne, mais aussi sur le territoire chinois. Cette évolution pourrait également s'expliquer par l'amélioration des conditions de vie au Nord depuis la grande famine des années 90. En effet si la vie en Corée du Nord n'est plus aussi dure qu'avant, et que le voyage est bien plus dangereux, la défection devient forcément moins attirante.

La méthode la plus courante pour ces réfugiés est de traverser la frontière au niveau des provinces chinoises de Jilin et de Liaoning, puis de rejoindre la Mongolie, la Thaïlande ou le Cambodge, avant d'atteindre la Corée du Sud. Il faut cependant noter que la plupart de ces Nord-Coréens sont originaire des provinces frontalières avec la Chine.

La Chine n'est qu'une étape, dangereuse, sur le chemin de ces réfugiés. En effet ce pays ne les reconnaît pas en tant que réfugiés, mais en tant que migrants économiques illégaux. Les forces de sécurité chinoises coopèrent donc étroitement avec la Corée du Nord pour débusquer, arrêter et rapatrier les réfugiés du Nord présents en Chine. Malheureusement, ces conditions précaires les rendent extrêmement vulnérables aux trafics d'êtres humains, mais aussi aux mariages et à la prostitution forcés.

... Mais un retour lourd d'enjeux politiques et sous contrôle

Si la Corée du Sud se félicite de chaque défection qui vient confirmer sa perception du régime des Kim, et qu'elle a mis en place un système d'accueil des transfuges bien rôdé, elle reste prudente sur le retour de ces enfants prodiges. Ainsi, une fois arrivés en Corée du Sud, les défecteurs doivent passer par des interrogatoires poussés des services de police et de renseignement. Ceux-ci veulent ainsi obtenir le plus d'informations possibles sur le Nord, et s'assurer que les réfugiés ne sont pas des agents de

renseignement du régime. Ces derniers sont ensuite pris en charge par le *Centre d'aide à l'installation pour les réfugiés nord-coréens*, couramment appelé *Hanawon* : « La Maison de l'Unité », pour une durée de trois mois minimum. Outre une cure de désendoctrinement, ils suivent des cours de langue et sont formés à la gestion financière courante.

D'autres structures, gouvernementales ou non, aident également les réfugiés du Nord à s'intégrer plus facilement et plus efficacement au Sud. De telles organisations peuvent apporter par exemple une aide médicale ou éducative aux défecteurs. En effet, ceux-ci doivent faire de gros efforts d'apprentissage et d'adaptation pour s'intégrer dans la société sud-coréenne, et les Nord-Coréens espérant accéder à une nouvelle vie, prospère, se rendent rapidement compte que la réalité est malheureusement bien plus compliquée.

Parfois, la désillusion et la nostalgie du Nord

Ostracisés par les Sud-Coréens, qui voient leurs cousins du Nord comme des « barbares pauvres et non-civilisés », beaucoup ont des difficultés à gommer le fort accent du Nord et à appréhender les différences de langage et de vocabulaire, qui sont apparues de part et d'autre de la DMZ en plus de 60 ans de division.

Traités comme des citoyens de seconde-zone, ils soulignent également les difficultés qu'ils ont à trouver un emploi décent, ou à se faire des amis, alors que la plupart de leurs connaissances et compétences sont considérées comme dépassées ou non-pertinentes.

La déception de certains défecteurs, face à la réalité d'un pays souvent rêvé, conduisent ainsi une partie d'entre eux à ne pas rester au Sud, mais à émigrer aux États-Unis ou en Europe. Une étude du gouvernement sud-coréen a même révélé que presque un quart des Nord-Coréens vivant au Sud avaient déjà pensé retourner au Nord, car ils éprouvent le mal du pays.

Certains y sont effectivement retournés. Au moins une vingtaine est d'ailleurs apparue à la télévision nord-coréenne, racontant « l'enfer » qu'ils avaient vécu au Sud. Séoul a accusé Pyongyang d'avoir kidnappé certains d'entre eux, et leurs apparitions étaient très certainement mises en scène. Ce qui est advenu d'eux est cependant inconnu. Les punitions pour les défecteurs rapatriés sont très dures : ils peuvent être envoyés en camps de travail, ou même condamnés à mort. Et lorsqu'ils ne sont pas menacés directement, leur famille peut l'être [par média interposé](#).

Vecteurs d'évangélisation, les transfuges en proie aux missionnaires protestants

Pour certaines Églises protestantes, notamment évangéliques, la Corée du Nord représente, tout comme le royaume coréen de Joseon au XIXe siècle, « la dernière terre à évangéliser ». Ces Églises et les organisations qui y sont rattachées se sont installées le long de la frontière chinoise. Là, elles recueillent les Nord-Coréens qui ont fui leur pays, et leur offrent un logement, de la nourriture et des soins. En échange, les réfugiés doivent apprendre la Bible, et participer aux prières et aux chants. Une fois convertis, les plus convaincus d'entre eux sont renvoyés en Corée du Nord afin d'y répandre la foi chrétienne. Les missionnaires prennent de gros risques en travaillant en Chine, où ce prosélytisme est interdit et durement réprimé. La Corée du Nord accuse donc son voisin du Sud de se servir de ces missionnaires comme espions et d'encourager l'évangélisation du pays pour le diviser et l'affaiblir, incrimination évidemment démentie par Séoul.

Lorsqu'un réfugié, poussé par ses bienfaiteurs, se propose de retourner en Corée du Nord "répandre l'amour de Dieu", les missionnaires lui font apprendre un maximum de versets bibliques. Ils lui donnent également des bibles ainsi qu'une somme d'argent destinée à acheter une maison dans leur pays d'origine, dont le sous-sol deviendra une *home church*, et accueillera des fidèles pour les offices. D'après certains experts, il existerait environ 500 lieux de culte de ce genre en Corée du Nord.

Au coeur de la bataille hégémonique religieuse

À cause de cette image de cibles d'évangélisation qu'ils représentent, les transfuges reçoivent ainsi l'attention particulière des Églises une fois arrivés au Sud. Ainsi, de nombreuses organisations chrétiennes aident matériellement les réfugiés du Nord, certaines leur apprennent également l'anglais. Hélas, cette aide peut parfois être intéressée. De nombreuses organisations protestantes et notamment évangéliques, très anticommunistes et entretenant souvent des liens avec États-Unis, ont pour but de dénoncer le régime "impie" de Kim Jong-un. Des réfugiés sont alors entraînés à s'exprimer, parfois en anglais, et sont rémunérés pour "offrir" leur témoignage partout dans le monde. Toujours très sensationnelle et rehaussée de détails choquants, "leur histoire" ne laisse aucun doute sur la cruauté et la barbarie du régime nord-coréen. De nombreux experts mettent ainsi en garde contre ces témoignages de "défecteurs star".

La réunification, un devoir religieux pour certains Sud-Coréens

L'unification est un but inscrit dans la Constitution sud-coréenne, et les transfuges venus du Nord étaient autrefois accueillis avec les honneurs. Dans les années 1970 et 1980, ceux-ci étaient célébrés dans tout le pays recevaient même le titre de "héros". Mais en même temps que les espoirs de réunification du pays, les clameurs accueillant les réfugiés se sont éteintes petit à petit, alors que la famine poussait de plus en plus de défecteurs à quitter la Corée du Nord.

Alors que le Sud devait les accueillir les bras ouverts, ils se trouvent aujourd'hui bien souvent ostracisés, discriminés, et parfois même utilisés à des fins politiques par des groupes religieux ou gouvernementaux.

Leur sort soulève ainsi bien des questions, surtout dans le contexte actuel de rapprochement entre la Corée du Nord, la Corée du Sud et les États-Unis. En effet, à quels enjeux sociaux et à quelles forces de ces groupes religieux devra faire face la Péninsule, si celle-ci vient à être réunifiée un jour ?

Image : North Korea - View from China, by [Roman Harak](#). Flickr CC BY-SA 2.0.

Pour aller plus loin :

[Truth, Human Rights, and Shin Dong-hyuk: A Moment for Consideration - The diplomat](#)

[Policy on North Korean Defectors - Ministry of reunification](#)



Réfugiés en Indonésie : un refuge bien imparfait



MARIE ROBIN

Etudiante en master 2 "HumanRights and Humanitarian Action" à Sciences Po, Marie a rejoint l'Observatoire Pharos en 2017, en charge de la veille hebdomadaire sur l'Indonésie. Elle est particulièrement intéressée par les discussions et influences mutuelles entre droit et religion dans un État avec six religions officielles et 742 langues différentes.

L'Indonésie, avec ses larges plages de sable blanc, son économie dynamique et sa biodiversité fait figure de terre idyllique. D'ailleurs, l'archipel reçoit de nombreux flux migratoires : tourisme, travail, religion. Mais l'Indonésie est aussi terre d'accueil pour des migrations plus irrégulières. En décembre 2017, [13 840 réfugiés](#) venant de 49 pays différents se trouvaient sur son territoire. Pour eux toutefois, le pays fait figure de refuge bien imparfait.

Un refuge, de passage, non désiré

Frontalière de l'Australie, l'Indonésie est un passage obligé pour les populations afghanes, pakistanaïses, somaliennes et irakiennes qui désirent se rendre sur le pays continent. Hélas, depuis peu, l'accès au « pays de la chance » est rendu impossible par des [politiques de plus en plus restrictives](#) à l'égard des populations en mouvement. Tony Abbott, le Premier ministre australien d'extrême droite veille : « chaque bateau s'approchant illégalement est immédiatement repéré puis intercepté par la marine australienne. Leurs passagers sont débarqués, et seules deux possibilités s'offrent à eux : le retour dans leur pays, où ils sont menacés de mort, ou l'enfermement dans un camp de rétention pour une durée indéterminée ». En conséquence, beaucoup patientent en Indonésie qui devient une « salle d'attente », un havre « faute de mieux ». En résulte une situation où 13 840 réfugiés peuplent l'archipel. 50 % sont Afghans.

Des incertitudes administratives et difficultés économiques qui en font un refuge peu désirable

Refuge non désiré, l'Indonésie fait également figure de refuge peu désirable pour plusieurs raisons.

Incertitude administrative

Administrativement d'abord, l'Indonésie n'est pas partie à la convention de 1951 relative au statut des réfugiés, pas plus qu'elle n'a signé le protocole de 1967. L'archipel ne dispose d'aucun système national de détermination du statut des réfugiés, conduisant à l'instauration d'un mandat UNHCR de protection des réfugiés. Sur l'archipel, beaucoup remplissent des papiers pour accéder légalement à l'Australie. Mais la procédure UNHCR est longue, environ deux ans, et les chances sont minces. Environ [1 % des demandes d'accès](#) à l'Australie aboutissent.

Face à ce blocage australien, le UNHCR, en janvier dernier, a d'ailleurs annoncé aux demandeurs d'asile stationnés en Indonésie qu'ils ne devaient pas espérer être accueillis dans un autre pays. À la place, l'organisation leur recommande de « se préparer à s'intégrer dans la société indonésienne du mieux qu'ils le peuvent, ou à rentrer dans leurs pays respectifs, ravagés par la guerre ». Comme l'explique Thomas Vargas, directeur du UNHCR Indonésie, « Nous sommes aussi honnêtes que nous le pouvons et nous essayons de leur expliquer combien les choses sont imprévisibles (...). On essaye de leur dire : 'ayez des attentes réalistes', parce que nous faisons face à une crise mondiale et [les options sont limitées](#) ».

Des troubles psychologiques en découlent. L'année passée, de nombreuses manifestations ont été enregistrées dans les centres de détention de Java, Sumatra et Kalimantan. Les manifestants demandent une assistance psychologique face à des cas de dépression en hausse. En mars dernier, un jeune Afghan s'est donné la mort après avoir appris sa non-relocalisation.

Les difficultés économiques et sociales

Aux difficultés psychologiques induites par cette incertitude statutaire s'ajoutent des difficultés matérielles et physiques pour les demandeurs d'asile. Les camps de réfugiés indonésiens ont mauvaise presse : des dizaines de personnes se trouvent entassées dans quelques mètres carrés, l'hygiène y est déplorable, beaucoup souffrent de malnutrition.

En dehors de ces camps, la situation n'est pas plus rose. Sans statut, ces populations en mouvement ne peuvent pas travailler légalement. L'accès aux services publics leur est refusé. En conséquence, à Kalideres, plus de 300 demandeurs d'asile et de réfugiés patientent devant le centre de détention. Ils y quémandent eau et nourriture. Leur objectif : [aller en détention](#) pour obtenir, enfin, un toit sur leur tête et des repas réguliers.

L'Indonésie comme refuge auto-proclamé : le cas des réfugiés Rohingya dans la province d'Aceh.

Dans le Nord de Sumatra cependant, une catégorie de réfugiés, pourtant rarement vue avec bienveillance, est accueillie à bras ouverts. A Aceh, province islamique conservatrice gouvernée par la charia, les portes sont grandes ouvertes pour les réfugiés Rohingya, cette minorité musulmane persécutée dans son pays, le Myanmar. Refusés en Thaïlande ou en Malaisie, les bateaux de réfugiés rohingyas débarquent à Aceh, et y rencontrent, depuis 2015, un accueil chaleureux et des aides financières salutaires en vue de leur installation. Depuis 10 ans, au moins 1 740 Rohingyas ont été

accueillis à Aceh selon l'Organisation internationale pour les migrations. Pour beaucoup d'habitants de la province d'Aceh, cet accueil des populations musulmanes persécutées est naturel : « [Ils sont nos frères](#) ». « Ils prennent soin de nous, comme des parents prennent soin de leurs enfants », explique Mohammad Shobir, récemment arrivé à Aceh.

Quelles perspectives pour demain ?

Quelles perspectives pour les demandeurs d'asile et réfugiés se trouvant sur le sol indonésien ? Les conclusions de l'UNHCR le démontrent : il s'agit désormais de se préparer à rester sur l'archipel. Cela requiert, pour les demandeurs d'asile, la capacité à tirer un trait sur le rêve australien. Pour l'archipel, l'installation permanente de ces nouvelles populations nécessite une adaptation.

C'est dans ce sens que l'[UNHCR indonésien](#) a milité pour la signature fin 2016 par le président Joko Widodo d'une régulation présidentielle sur la gestion des réfugiés (*Presidential Regulation on the Handling of Refugees*). Le document, s'il ne résout pas les questions économiques et sociétales, offre des définitions clés, ainsi que des processus pour détecter, protéger et sauvegarder les réfugiés et demandeurs d'asile. À terme, l'objectif sera d'accompagner ces populations dans leur installation et leur insertion dans la société indonésienne, pour que soit encore affirmé le principe fondateur du *Pancasila* (idéologie d'Etat) indonésien : « l'unité dans la diversité ».

Image : Identificacio d'immigrants Rohingya a Bayeun, By [Romeo Gacad/AFP](#). Flickr CC BY 2.0

Pour aller plus loin :

[The Guardian - On the streets with the desperate refugees who dream of being detained](#)

[The Guardian - Rohingyas in Aceh](#)



Le Brésil, terre d'accueil à l'épreuve de la crise vénézuélienne



TOM LESSARD

Etudiant à Sciences Po Rennes, Tom a vécu un an au Brésil dans le cadre d'un échange universitaire. En ce sens, être Observateur Junior lui permet de garder un lien avec l'actualité brésilienne tout en étudiant ces questions qui sont cruciales afin de comprendre la société. A l'avenir, il souhaite se spécialiser sur la région des Amériques et notamment l'Amérique du Sud.

Le géant sud-américain, en dépit de la crise politique qui le traverse, constitue la première terre d'accueil dans la région. Effectivement, selon les [chiffres du Comité national pour les réfugiés \(CONARE\)](#), 10 145 réfugiés sont officiellement reconnus par les autorités. Le pays, historiquement formé par les vagues migratoires, a été parmi les premiers à adhérer à la Convention des Nations Unies relatives au statut des réfugiés, en la ratifiant dès le 16 novembre 1960.

Une politique favorable aux réfugiés

Malgré la parenthèse négative de la dictature militaire (1964-1985), le Brésil a réagi en promulguant une loi reconnue comme l'une des plus avancées en Amérique Latine sur cette question. Outre la création du CONARE, cette loi a offert aux réfugiés un véritable statut, de même qu'elle a mis en place des programmes d'intégration en partenariat avec la société civile et l'agence des Nations-Unies pour les réfugiés (ACNUR).

Cette politique a conduit le pays à occuper la seizième place des pays accueillant le plus de réfugiés à l'échelle de la planète. Depuis le début de la crise syrienne, le pays a, d'ailleurs, accueilli plus de 2 000 victimes du conflit, soit plus que l'Espagne ou l'Italie par exemple. L'année dernière enfin, une nouvelle loi sur l'immigration a été promulguée. A contre-courant de la politique néoconservatrice menée par le gouvernement du président Michel Temer, cette loi promeut une vision humaine, selon le sociologue Alex Vargem, spécialiste du droit des réfugiés. En effet, cette mesure garantit les

mêmes droits aux migrants que ceux des citoyens brésiliens.

Toutefois, cette image très positive du Brésil vis-à-vis de l'accueil des réfugiés est mise à l'épreuve aujourd'hui. L'année 2017 a constitué un record, le Brésil ayant reçu près de 34 000 demandes de reconnaissance de statut de réfugié, presque la moitié (17 865) émanant de Vénézuéliens, d'après les données du CONARE. La détérioration de la situation au Venezuela a effectivement confronté Brasilia à une véritable crise. Moins médiatisée qu'en Méditerranée, elle n'en demeure pas moins très difficile à gérer, surtout aux abords de la frontière entre les deux pays.

État d'urgence sociale et climat xénophobe

Quotidiennement, ce sont 800 personnes en moyenne qui traversent cette frontière. Depuis la fin 2017, 52 000 Vénézuéliens ont rejoint le territoire brésilien, essentiellement cantonnés dans l'État frontalier du Roraima et sa capitale Boa Vista, qui accueille environ 40 000 réfugiés. Cet afflux massif a conduit l'État fédéral à décréter l'état d'urgence social. L'armée a été déployée afin de fournir de l'aide dans les camps, de même que des moyens financiers importants (42 millions d'euros) ont été débloqués. Cependant, la situation ne semble pas s'améliorer.

Les conditions dans lesquelles vivent les réfugiés favorisent le développement de maladies, telles que la rougeole, qui n'avait plus été aperçue au Brésil depuis 2001. En outre, la situation d'extrême misère mène certains Brésiliens à exploiter des réfugiés à leurs profits. Au-delà du préjudice matériel pour les réfugiés, ces derniers sont doublement victimes de ce système, le fait d'accepter un travail à un prix défiant toute concurrence ayant favorisé l'émergence d'un climat xénophobe. Les citoyens brésiliens les plus pauvres reprochent aux Vénézuéliens de leur « voler » leur travail. De fait, ces tensions ont poussé la gouverneure de l'État du Roraima, État déjà défavorisé à l'échelle du Brésil, à demander la fermeture de la frontière au gouvernement fédéral.

L'Église comme dernier recours

Face à cette situation critique, l'Église catholique tente de faire face en multipliant les actions et les appels à l'aide. A la suite de la Conférence nationale des évêques qui s'est tenue début mars, une lettre a été publiée pour exprimer l'indignation de l'Église face à l'inaction des pouvoirs publics et appeler à la sollicitude envers les migrants. Dans le même temps, à Boa Vista, l'Église est en première ligne et fournit repas chauds et aide juridique aux réfugiés.

Ceci étant, pour ces derniers, le Brésil n'est qu'une étape avant de rejoindre l'Argentine ou le Chili, la barrière de la langue étant un problème majeur pour eux. Enfin, reste à savoir quelle position adoptera le gouvernement fédéral si la crise perdure, la situation politique au sein du Brésil étant elle-même problématique. À long terme, il paraît peu probable que les réfugiés en bénéficient.

Image : Casa Civil Presidência da República. Operação Acolhida - Refugiados da Venezuela no Brasil - [Romério Cunha](#) Flickr CC BY 2.0.

Pour aller plus loin :

[Brésil : L'Eglise au secours des migrants vénézuéliens - Portail catholique suisse](#)

[Comité national pour les réfugiés, chiffres \(source en portugais\)](#)



Réfugiés au Canada : « compassion », sécurité et « opportunités économiques »



LAURENT TESSIER

Doctorant en sciences des religions (EPHE/Université de Montréal), titulaire du master « conflictualité et médiation » (Université Catholique de l'Ouest) et du master « religion et laïcité dans la vie professionnelle et associative » (Institut Européen en Sciences des Religions – EPHE), Laurent Tessier a rejoint l'Observatoire Pharos en juin 2017 pour y mener un travail d'analyse sur le Canada, l'étendue de la diversité culturelle et religieuse et les diverses problématiques liées.

De part sa situation géographique et géopolitique (relativement éloignée des zones de conflits ou de pauvreté), le Canada est très peu exposé aux flux massifs et soudains de réfugiés. Le pays contrôle ainsi ceux qui sont autorisés à entrer sur son territoire et à quel moment. Au sein de la population canadienne, le sentiment d'être exposé aux dangers d'une immigration de masse n'existe pas. L'immigration est « choisie » (y compris les réfugiés) et revendiquée comme telle. Au préalable de toute demande d'asile, un contrôle de sécurité très poussé est effectué. Quant à la réussite de l'intégration des demandeurs d'asile, elle dépend essentiellement de la générosité des Canadiens, du vecteur familial (regroupement familial) et du réseau communautaire (en particulier religieux) implanté au Canada.

Une société multiculturelle, accueillante et fière...

Avec [1/5 de sa population née hors de ses frontières](#), le Canada contemporain est un pays d'accueil qui s'est largement [construit par l'immigration](#). Outre cette donnée essentielle, il convient également de citer les populations autochtones (Premières Nations, Inuits et Métis) dont la présence et le rôle historique font l'objet d'une reconnaissance officielle de plus en plus appuyée par les autorités politiques et la société canadiennes. En somme, la société canadienne se définit par sa diversité, vantée par le gouvernement fédéral comme une « force ». Fiers du [multiculturalisme](#), inscrit dans la Constitution depuis 1982, les Canadiens se font un devoir d'accueillir les « nouveaux arrivants ». Selon une [enquête de 2018](#), ils se montrent majoritairement bien disposés à l'égard des migrants.

...Mais des inquiétudes qui soulignent les enjeux socio-politiques et culturels

Malgré cette situation positive, il ne faut cependant pas sous-estimer [les positions parfois hostiles](#) qui dénoncent, à travers l'immigration, la transformation culturelle et politique actuellement à l'œuvre au Canada. L'immigration, quels qu'en soient les motifs, n'est pas sans influence sur le paysage socio-politique canadien. On peut par exemple penser aux réactions suite à l'élection de Jagmeet Singh, né au Canada, d'origine penjâbie et de confession sikhe, comme chef de l'un des trois principaux partis politiques fédéraux : le Nouveau Parti démocratique (NPD). Certaines personnalités politiques se sont montrées inquiètes vis-à-vis de ses positions quant au respect de la neutralité religieuse de l'État.

D'autre part, des intellectuels québécois, comme le sociologue et historien Gérard Bouchard (Commission Bouchard-Taylor, 2008) ou, dans un style plus revendicatif, [Mathieu Bock-Côté](#), mettent en avant l'« interculturelisme » et le besoin d'intégration des « nouveaux arrivés » à la société d'accueil. Et cela, sans pour autant rejeter l'apport de ces derniers. Par là même, ces intellectuels engagés interrogent non seulement la nature du lien social, mais plus particulièrement ce qui unit la société canadienne (ou plutôt québécoise en l'occurrence). Enfin, on pourrait aussi évoquer un tournant politique conservateur qui s'appuie en partie sur l'attachement de certaines populations immigrantes, davantage religieuses, à des valeurs sociales conservatrices (cf. la [théorie du « Big Shift »](#), par John Ibbitson).

Les réfugiés et l'immigration au Canada, quelques chiffres récents

En moyenne, la proportion de réfugiés s'établit autour de 10 % - 15 % du nombre total annuel d'immigrants. En 2016, selon un [rapport annuel remis au Parlement](#), sur les 300 000 migrants arrivés sur le sol canadien, près de 62 000 (soit 20 %) étaient considérés comme des réfugiés. Cette hausse s'explique principalement par la politique migratoire adoptée par le gouvernement de Justin Trudeau en faveur des réfugiés syriens. Mais de manière générale depuis 2015, on observe une hausse significative du nombre d'« immigrants reçus » (à qui on a accordé le droit de résider), toutes catégories confondues : (dans l'ordre d'importance) immigrants économiques, regroupements familiaux, réfugiés et « cas humanitaires ».

Les piliers du système d'immigration canadien : compassion et économie

Lors de son discours d'assermentation en novembre 2015, le Premier ministre libéral, Justin Trudeau, a défendu l'idée d'« un système d'immigration qui aura pour piliers la compassion et les opportunités économiques ». S'il est vrai qu'en matière d'accueil des réfugiés, la compassion et l'urgence humanitaire constituent le moteur de l'action du gouvernement canadien, il ne faut pas pour autant sous-estimer l'argument économique. L'immigration est une nécessité pour le développement du pays. En effet, malgré la situation économique actuelle favorable, les perspectives à moyen terme sont assombries par un énorme défi : trouver de la main d'œuvre. [Le nombre de postes vacants atteint des sommets](#) ces derniers mois. En cause, « un taux de chômage à moins de 7 %, un taux de natalité faible et de nombreux baby-boomers qui partent à la retraite. » Les immigrants, y compris les réfugiés, représentent donc une manne bienvenue pour le Canada.

Une politique migratoire qui reflète l'évolution des intérêts et de la mentalité d'un pays

Lorsque l'on survole l'[histoire de l'immigration au Canada](#), on remarque assez aisément que les vagues successives de « nouveaux arrivants » sont très liées à l'actualité internationale (en particulier aux conflits et aux persécutions des minorités). Par ailleurs, cette histoire permet de dresser « un tableau assez précis des attitudes raciales ou des préoccupations courantes en matière de sécurité nationale » et donc de nuancer une vision parfois idéalisée (cf. l'ouvrage d'Houda Asal, *Se dire arabe au Canada*. Un

siècle d'histoire migratoire, PUM, 2016). En effet, le Canada a aussi « assujetti [l'immigration], sans le moindre scrupule, aux propres intérêts économiques du pays et souvent à des politiques outrageusement discriminatoires sur les plans ethnique et racial. »

La clé du succès : le système du parrainage privé

Dans les années 1970 (1978 et 1981), des dizaines de milliers de Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens qui fuyaient la dictature communiste sont arrivés au Canada. Face à ces arrivées massives, le Canada a mis en place le système du parrainage privé pour faciliter « l'intégration » des réfugiés.

Ce système repose sur le volontariat citoyen : un simple citoyen a la possibilité d'accueillir un demandeur d'asile (ou une famille) avec lequel il a au préalable tissé des liens de confiance. Ainsi, il doit en assumer la pleine responsabilité pendant un an : l'aide sociale, la recherche de travail, l'ouverture d'un compte bancaire, les cours de langue (la « francisation » au Québec), l'inscription à l'école pour les enfants, etc. Par le parrainage privé, le réfugié accueilli bénéficie d'un environnement familial et canadien qui lui permet de trouver plus facilement la stabilité et la confiance nécessaires pour s'investir dans la société d'accueil envers laquelle il se sent redevable. Ce système qui vient s'ajouter au traditionnel parrainage par l'État, bien moins efficace en termes d'intégration (car essentiellement porté sur l'apprentissage de la langue), continue encore aujourd'hui de faire ses preuves.

2015, un effort du gouvernement canadien pour l'accueil des réfugiés syriens

En 2015, la mort du petit syrien Aylan Kurdi, retrouvé mort sur une plage de Turquie, provoque [un scandale au Canada](#). Ses parents avaient en effet demandé l'asile au Canada, où se trouvait déjà des membres de la famille, mais leur demande avait été refusée. Par la suite, le gouvernement canadien a décidé d'agir et de prendre les devants non seulement en optant pour une simplification de la procédure d'asile pour les Syriens, mais aussi en instaurant un véritable pont aérien. Pendant près de trois mois, 600 fonctionnaires canadiens ont été envoyés au Liban, en Jordanie et en Turquie pour faciliter et garantir le transfert de réfugiés vers le Canada. Grâce à ces efforts et au parrainage privé, ce sont près de 35 000 Syriens qui ont obtenu la résidence permanente au Canada en 2016.

2017, la crise survient... des États-Unis

En 2017, le président des États-Unis, Donald Trump, a décidé de mettre fin au statut de protection temporaire qui permettait à près de 60 000 Haïtiens, depuis le drame du séisme de 2010, de résider et de travailler sur le sol américain. Inquiets face à la perspective d'être expulsés et de devoir retourner vivre dans un pays à l'équilibre social et politique précaire, plusieurs centaines d'Haïtiens ont franchi, [parfois de manière illégale](#) (entre les postes-frontières, par des sentiers de forêt dans des conditions climatiques peu propices), la frontière canadienne. D'autres, d'origine syrienne, yéménite ou encore afghane, ont fait de même.

À l'été 2017, la situation a atteint son paroxysme. Les autorités et les douaniers québécois – les plus exposés à l'afflux de cette population aux frontières Québec-États-Unis – ont craint momentanément d'être débordés. Pour symbole, on retiendra que des abris temporaires (tentes) ont été dressés aux abords des postes de douanes, ou encore, que le stade olympique de Montréal, objet de fierté pour les Montréalais, a été réquisitionné et transformé en centre d'accueil d'urgence pour les populations haïtiennes arrivées depuis les États-Unis.

Cette situation, assez inédite, a suscité de nombreux débats : la situation a-t-elle été sous-estimée par les autorités ? Les craintes de débordements sont-elles justifiées ? Le résultat est que d'important

retards dans le traitement des demandes sont à observer et que dans le même temps des quotas d'accueil doivent être respectés. Le gouvernement fédéral a réagi par une campagne d'information directement sur le sol des États-Unis, visant à dissuader les populations concernées de venir au Canada à cause du grand risque d'expulsion en cas d'arrivée irrégulière sur le territoire.

Les centres et solidarités communautaires ont fortement contribué à résorber la crise

Malgré cette agitation, il faut cependant reconnaître que la situation des réfugiés haïtiens à l'été 2017, notamment à Montréal, s'est rapidement apaisée. Cela est en grande partie dû aux liens de solidarité communautaires au sein des réseaux d'Églises haïtiennes. Les communautés de croyants, évangéliques et catholiques, ont par exemple permis à certains d'intégrer leur organisation, leur fournissant ainsi du travail, et de manière générale de trouver un repère pour mieux s'orienter dans la société québécoise.

Il ne s'agit pas là pour autant d'une nouveauté imposée par l'urgence de la situation. La tradition d'accueil demeure très forte, notamment grâce au volontarisme et à la générosité d'organismes de la société civile. L'une de ces organisations les plus emblématiques est certainement le [Centre Afrika](#) de Montréal. Conçu à la fin des années 1980 par les Missionnaires d'Afrique (les « Pères Blancs »), le Centre Afrika a pour mission d'« accompagner toute personne liée au monde africain (au sens large) en vue de faciliter son intégration dans la société québécoise et contribuer ainsi à son enrichissement ». Il offre un véritable « service d'accueil et d'orientation » en lien avec le tissu associatif montréalais et les organismes compétents en matière d'immigration. Les « nouveaux arrivants » peuvent ainsi bénéficier aussi bien de conseils très pratiques pour l'adaptation à la vie quotidienne au Québec (ex : comment cuisiner avec les aliments locaux, comment manger équilibré pour subsister dans un pays où le climat est radicalement différent ? etc.), que des événements de sensibilisation à l'interculturel et à l'interreligieux.

Des débats et des tensions à scruter à l'approche des élections provinciales et générales

À l'issue de ce survol de la situation des réfugiés au Canada, et plus particulièrement au Québec, on peut estimer que le « modèle » migratoire canadien basé sur une forte tradition d'accueil fonctionne. L'afflux massif de réfugiés observé en 2017, ainsi que les mesures de facilitation des demandes d'asile pour les réfugiés syriens ne semblent pas l'avoir déstabilisé outre mesure. Cependant, à l'approche des prochaines élections provinciales (pour le Québec, automne 2018) et générales (automne 2019), il est important de suivre avec attention le débat public (et les tensions qui se font jour) autour de la question des réfugiés et plus largement de l'immigration. Cette problématique fera sans nul doute l'objet d'intenses discussions.

Image : First Syrian Refugee family landed in Toronto, 09/12/2015 by [Domnic Santiago](#). Flickr CC BY 2.0.

Pour aller plus loin :

[Réfugiés syrien : les défis de l'intégration au Canada - Radio Canada](#)

[ARTE reportage – « Canada bienvenue aux réfugiés », 03/12/2016](#)

[Comment fonctionne le système d'asile et d'immigration au Canada ?](#)



Réfugiés et demandeurs d'asile, les oubliés du Brexit



CLARA BOISSEININ

Après une licence de Lettres et Sciences Politiques à l'Université de Poitiers, et un master European Studies à la London School of Economics, Clara compte bientôt commencer un doctorat sur le rôle des discours publics et médiatiques dans le processus de radicalisation islamiste, avec une attention particulière portée aux femmes. Clara a rejoint les Observateurs Juniors en Mai 2017. Elle a choisi de concentrer sa veille sur l'Irlande et la Grande-Bretagne.

Lors de sa campagne en faveur d'une sortie par le Royaume-Uni de l'Union Européenne pour le référendum de juin 2016, Nigel Farage, à l'époque chef de file du parti indépendantiste UKIP, n'avait pas hésité à détourner l'image d'une foule de migrants parcourant les routes proches de la Croatie. L'affaire avait fait grand bruit et même le Conservateur et désormais Ministre des Affaires Étrangères Boris Johnson, partisan du Brexit, s'était distancé des propos de son acolyte. Pourtant, il est à penser que cette image a eu [un effet important pour tirer le scrutin en faveur d'une sortie de l'Union Européenne](#). L'immigration, sujet phare de cette campagne, est d'ailleurs toujours au centre des négociations qui voient s'affronter en ce moment Bruxelles et Londres. Sur le sommet de la pile de dossiers à discuter, on trouve l'épineuse question de la situation future des citoyens européens installés outre-Manche et de leurs homologues britanniques expatriés sur le continent. Pourtant, pas un mot ou presque sur les réfugiés et demandeurs d'asile. Comment l'un des plus grands sujets d'inquiétude des Britanniques appelés aux urnes en 2016 a-t-il pu sombrer dans l'oubli au cours des négociations politiques actuelles ?

Les demandes d'asile, le Royaume-Uni derrière l'Allemagne et la France

D'après le [Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés](#), le Royaume-Uni comptait 118 995 réfugiés sur son territoire à la fin de l'année 2016, au cours de laquelle s'est déroulé le référendum. À cette même époque, 46 784 demandes d'asile étaient en cours de traitement par les autorités.

Le *Home office* – Ministère de l'Intérieur britannique, en charge des questions liées à l'immigration – estimait avoir reçu le huitième plus grand nombre de demandes d'asile au sein de l'Union Européenne, loin derrière l'Allemagne (environ 665 000), la Suède (149 000) ou la Hongrie (131 000), pays qui recevaient à eux seuls 63 % des demandes d'asile de l'UE.

En 2017, le *Home Office* annonçait avoir reçu 14 % de demandes en moins par rapport à l'année précédente, mais être le cinquième pays de l'UE à recevoir le plus de dossiers, toujours en retard sur l'Allemagne, mais également l'Italie ou la France. Quoiqu'en disent les partisans de frontières plus hermétiques, l'Union Européenne n'a donc pas eu comme conséquence une « invasion » de la Grande-Bretagne par les demandeurs d'asile. Et pour cause. Tout d'abord, il faut se souvenir que le Royaume-Uni n'a pas pris part aux accords européens de Schengen sur la libre circulation des biens et des personnes. Cela signifie que, contrairement aux pays membres de l'espace Schengen au sein duquel chacun peut circuler sans contrôle d'un pays à l'autre, les Britanniques ont toujours la liberté de contrôler les entrées sur leur territoire en provenance d'autres pays européens.

Droit d'appel bafoué et loterie administrative

Ensuite, même si de nombreux candidats à l'asile se réfugiaient [jusqu'à récemment dans la « Jungle »](#), camp de fortune situé à Calais aux portes de la Manche, dans l'espoir de traverser la mer, le traitement qui est réservé aux demandeurs d'asile sur le sol britannique n'a rien d'enviable. Fizza Qureshi, Directrice de *Migrant Rights Network*, définissait le problème en ces termes lors d'un [entretien pour le think tank Open Migration](#) au lendemain du Brexit : « *Je pense que l'approche envers les réfugiés et demandeurs d'asile avait toujours été assez pauvre avant le Brexit, donc, d'une certaine manière, je ne pense pas que grand chose ait changé depuis. Il y a toujours eu des inquiétudes dans le secteur des droits des migrants et des réfugiés sur la façon dont ils sont traités et le type de politiques mises en oeuvre à leur égard, qui deviennent de plus en plus restrictives.* »

Les dossiers de demande d'asile sont souvent rejetés et le droit du demandeur à faire appel de la décision reçue n'est pas toujours respecté, aux yeux du *Migrant Rights Network*. Le [Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés](#) rappelle également que la majorité des demandeurs d'asile n'ont pas le droit de travailler pendant la longue étude de leur dossier (qui peut prendre plusieurs mois) et que, bien qu'un logement leur soit fourni, les bénéficiaires n'ont pas leur mot à dire sur l'emplacement, se retrouvant souvent loin de leurs proches dans des logements sociaux qui ne trouvent pas preneur auprès des Britanniques. Ils peuvent demander une allocation de 5,28 £ par jour et par personne pour l'alimentation, l'hygiène et les vêtements, une somme qui peut ne pas s'avérer suffisante dans certaines régions du Royaume-Uni. Souvent, il est fait abstraction des situations personnelles des demandeurs d'asile, [comme en témoigne Kamal](#), arrivé à Londres en Septembre 2016. Homosexuel, Kamal a débarqué légalement sur le sol anglais pour fuir les menaces dont il était victime dans son pays. Toutefois, il a immédiatement dû faire face à des douaniers tenant des propos racistes à son égard et a été placé en détention entouré de codétenus homophobes. De telles situations tendent à créer des traumatismes chez des individus ayant souvent déjà vécu le pire.

Le traitement des dossiers par le *Home Office* pose quant à lui problème non seulement par sa lenteur, mais également par le manque de moyens alloués aux fonctionnaires en charge de l'étude des demandes. Trois d'entre eux se sont [confiés anonymement au Guardian](#) en février 2018 après avoir travaillé entre 2016 et 2017 dans ce secteur. Leur témoignage est alarmant : dossiers reçus quelques minutes avant les entretiens, manque de temps, tentation de la décision copier-coller... Les fonctionnaires chargés de l'examen des dossiers doivent rendre 225 décisions par an, accompagnées de

rapports d'environ 20 pages chacun. Les conditions de travail en amènent de plus en plus à démissionner, mais rares sont les remplaçants pour leur succéder. Qui plus est, le *Home Office* impose des quotas sur l'immigration, des cibles chiffrées que [Nazek Ramadan, Directrice du groupe Migrant Voice](#) qualifie en ces termes : « *L'obsession avec la limite sur l'immigration nette a amené [le Home Office] à développer un certain nombre de politiques draconiennes, puisque l'objectif est de réduire ces chiffres plus que de parler des gens eux-mêmes, et cela fait passer les migrants pour un problème.* »

Une image majoritairement négative des réfugiés

L'image hostile que les Britanniques ont des réfugiés et demandeurs d'asile est en partie liée à un sentiment d'insécurité. Avant le référendum de juin 2016, les attentats de Paris en 2015 puis ceux de Bruxelles en mars 2016 avaient servi d'argument en faveur du Brexit, dans l'optique de se protéger d'un terrorisme que certains pensaient liés à l'immigration venue de pays à majorité musulmane. Cet amalgame entre terrorisme, islam et immigration s'est d'autant plus développé en 2017 après les attentats de Manchester, Westminster, London Bridge puis Parsons Green, [pour lequel la police avait interpellé un réfugié syrien de 21 ans](#). Il existe un parallèle entre traitement des réfugiés et traitement des musulmans, avec [une recrudescence des actes à caractère islamophobe](#). Ce qui est étranger à l'idée d'une identité britannique chrétienne fait peur et les médias britanniques de droite en jouent, sans doute d'ailleurs encore plus que leurs homologues européens. Une [étude de l'Université de Cardiff](#) sur la couverture médiatique des réfugiés à travers l'Europe remarque d'ailleurs que la presse britannique de droite s'est montrée particulièrement agressive ces derniers temps : « *Si certains journaux dans tous les pays mettent en avant des idées anti-réfugiés et anti-migration, ce qui distingue la presse de centre droit britannique est le degré atteint par cette section de la presse qui fait agressivement campagne contre les réfugiés et les migrants.* »

Un sentiment hostile qui apparaît donc plus acceptable car plus médiatisé au Royaume-Uni, avec un choix de vocabulaire négatif, certains journaux n'hésitant pas à parler de « *swarm of migrants* » (essaim de migrants) assaillant l'Europe.

Pas d'impact direct du Brexit sur les réfugiés, mais pas d'améliorations non plus

Cependant, une sortie de l'Union Européenne ne libérera pas le Royaume-Uni d'un certain nombre d'obligations vis-à-vis des demandeurs d'asile et des réfugiés. Même en quittant l'UE, Londres sera toujours contraint de respecter ses engagements envers les Nations Unies et le Conseil de l'Europe, ayant signé et ratifié la Convention de Genève ainsi que la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Par ailleurs, comme mentionné plus tôt, la Grande-Bretagne n'étant pas membre de l'espace Schengen, elle est déjà libre de gérer ses flux d'immigration indépendamment de l'Union Européenne. Ironie du sort donc, puisqu'elle ne peut pas « reprendre le contrôle » comme le martelait l'indépendantiste Nigel Farage pendant la campagne *Vote Leave* en faveur du Brexit. La situation calaisienne ne sera pas affectée non plus par le Brexit : des accords bilatéraux entre Paris et Londres ont été renforcés en Janvier 2018 pour protéger le port de Calais et l'Eurotunnel de passages illégaux vers l'Angleterre. De plus, bien qu'un plan sur l'immigration post-Brexit soit attendu pour l'automne prochain, le gouvernement n'a pas pour l'heure manifesté d'intention de se retirer des accords de Dublin qui lui permettent de renvoyer migrants et demandeurs d'asile vers l'Europe continentale si c'est par là qu'ils sont passés pour atteindre le Royaume-Uni.

Le Brexit n'aura donc pas un impact considérable sur la situation des réfugiés, ou tout du moins pas d'impact direct. En revanche, l'évolution du climat politique national pourrait les toucher plus durement si rien n'est fait par le gouvernement conservateur pour améliorer la situation et remettre le droit

d'asile au cœur du débat. D'une manière plus générale, c'est aux minorités ethniques et religieuses issues de l'immigration que le Royaume-Uni doit prêter attention. En avril 2018, un [scandale](#) a éclaté après que des immigrés antillais, débarqués légalement en Angleterre en 1948 pour participer à l'effort de reconstruction après la Seconde Guerre Mondiale, se sont vus considérés comme migrants en situation irrégulière à la suite de changements de politiques introduits par Theresa May lorsqu'elle était Ministre de l'Intérieur. Cette crise politique a non seulement secoué l'échiquier de Westminster mais a également posé de graves problèmes diplomatiques avec les partenaires du Commonwealth. Si le Royaume-Uni ne veut pas se trouver complètement isolé sur la scène internationale, c'est à l'intérieur du pays que les choses doivent changer.

Image : [Duncan Hull](#) - Bansky does Brexit (detail) #bansky#brexit. Flickr CC BY 2.0

Pour aller plus loin :

[Open Migration - What to expect now from asylum policies in the UK](#)

[Public Radio International - How the Brexit campaign used refugees to scare voters ?](#)

[Cardiff University - Press coverage of the Refugee and Migrant Crisis in the EU : A Content Analysis of Five European Countries](#)



L'administration ne suit pas toujours, malgré une réelle volonté d'accueil au Portugal



CLAIRE DEBRAT

Claire Debrat est interprète de conférence, titulaire d'un master de traduction, d'un master d'interprétation et d'un certificat de Relations internationales. Son parcours professionnel à travers plusieurs pays l'a amenée à réfléchir à la place des religions dans la société et au dialogue que les religions peuvent établir entre elles. Elle s'intéresse de près au Portugal, aux pays africains lusophones et au Brésil. Rejoindre les Observateurs juniors de Pharos s'inscrivait donc dans un engagement professionnel et personnel.

Le Portugal fait partie des pays européens ayant accueilli le plus de demandeurs d'asile ou de protection internationale, dont la majeure partie vient de Syrie ou d'Irak. La population, qui identifie ces personnes comme des réfugiés, est très favorable à leur accueil. Un programme spécifique a d'ailleurs été mis en place pour les étudiants universitaires. Cependant, les personnes accueillies préfèrent souvent un autre pays et l'administration est lente. Beaucoup d'arrivants seraient [repartis](#) tenter leur chance [ailleurs](#) en Europe.

Situation des réfugiés et demandeurs de protection internationale : un tableau en demi-teinte

De 2015 à fin 2017, le Portugal a accueilli plus de [3 000](#) personnes requérantes d'asile ou en demande de protection internationale. La majorité vient de Syrie, d'Irak et quelques centaines viennent d'Afrique de l'Est.

Les arrivants ont rejoint le pays suivant plusieurs mécanismes :

- 1 500 (soit 50 % de l'engagement initial du pays) dans le cadre de "relocalisations" ; il s'agit du système de l'Union européenne qui, de l'automne 2015 à fin 2017, a permis la prise en charge de personnes arrivées en Grèce ou en Italie ;
- quelques dizaines via le programme de "[réinstallation](#)" du HCR et à travers les accords UE-Turquie ;
- Moins de 1 000 ont déposé des [demandes spontanées](#) directement sur le sol portugais.

En 2016, le Premier ministre António Costa avait annoncé être prêt à accueillir 10 000 personnes. Depuis fin 2017, le pays s'est proposé pour accueillir 1 100 autres demandeurs. C'est donc l'un des pays européens ayant accueilli [le plus de demandeurs](#) d'asile ou de protection internationale.

Le plus gros facteur limitant le nombre de personnes accueillies est le nombre de candidats. La plupart [refusent](#) d'aller dans un pays peu connu et réputé moins riche que ses voisins, certains quittent même le territoire sans laisser de trace.

Documents, santé et logement : des lenteurs angoissantes

À leur arrivée au Portugal, les demandeurs d'asile ou de protection internationale ont droit à 150 euros par mois, pendant 18 mois. Par la suite, ils peuvent être éligibles à d'autres aides sociales. Le service responsable des permis est le Service des étrangers et des frontières (SEF). Tous se voient remettre un titre de séjour temporaire, valable six mois et renouvelable. Ce titre leur permet de travailler et de s'inscrire dans le Système national de santé (le SNS). Dans la majorité des cas, le statut de réfugié est reconnu et ils reçoivent un permis de séjour de cinq ans renouvelable. Au bout de six ans et sous réserve de maîtriser la langue, ils peuvent demander la nationalité portugaise.

L'accès au SNS est systématique. Les demandeurs d'asile ou de protection internationale sont exonérés du paiement du ticket modérateur, dès lors que tous leurs papiers sont en règle. Or, le SEF ne suit pas le rythme. De même, l'attribution d'un numéro SNS personnel prend parfois des mois. Certaines personnes se retrouvent donc temporairement [sans documents](#) valables et n'ont pas accès gratuitement aux soins ni à l'emploi.

Concernant le logement, il existe des centres d'accueil gratuits pour les premiers mois. Ensuite, la plupart des réfugiés accèdent à des locaux privés grâce aux nombreuses associations réunies au sein de la Plateforme d'assistance aux réfugiés ([PAR](#)). Les autres doivent rester dans les centres d'accueil.

Éducation et emploi

Le Portugal réussit à bien intégrer les étudiants et apprentis, notamment grâce à l'attribution de bourses. Des [cours de langue](#) sont organisés. Les enfants sont scolarisés. En attendant leur statut définitif, les demandeurs ont le droit de [travailler](#). Fin 2017, entre 40 et 50 % des arrivants [travaillaient](#) ou étaient en formation au bout de quelques mois, notamment dans l'industrie ou dans le secteur agricole. Un portail en ligne ([RefuJobs](#)) a ouvert en mai 2018 pour aider les réfugiés à obtenir un emploi.

À l'initiative de l'ancien Président de la République portugaise, Jorge Sampaio, une [Plateforme internationale d'aide aux étudiants](#) syriens a été mise en place en 2013. Elle vise à leur permettre de poursuivre des [études supérieures](#) loin de la guerre. Sur la trentaine d'universités partenaires (au Brésil, au Canada, au Liban, en Jordanie, en Suisse, etc.), les 2/3 sont situées au Portugal. Le pays accueille d'ailleurs la grande majorité des [plus de 170 étudiants](#) ayant bénéficié de ce programme depuis 2014.

Les étudiants viennent directement de Syrie, par le mécanisme de réinstallation, qu'ils aient déjà obtenu le statut de réfugiés ou non. Ils viennent seuls et 36 % sont des femmes. À leur arrivée, ils sont logés et reçoivent une formation accélérée en portugais avant le début de l'année universitaire. Parmi les premiers anciens étudiants du programme (licence, master ou doctorat), 11/15 travaillent maintenant au Portugal et trois poursuivent leurs études.

Regroupement familial : le principal grief

La question du regroupement familial est le principal grief des arrivants et des associations. Le Portugal a privilégié l'accueil de familles, mais certaines personnes sont venues seules ou avec une partie seulement de leurs proches. Or, les règles du regroupement familial prévoient d'avoir déjà obtenu un titre (asile ou protection internationale) avant de déposer une demande pour ses proches. Certaines personnes attendent 18 mois pour savoir si elles ont obtenu le statut de réfugié. La procédure de regroupement dure elle aussi des mois. Au total, certains ont mis deux ans à faire venir leurs proches. En outre, il n'est possible de faire venir que les [mineurs](#) ou les conjoints. Un frère ou un enfant majeurs non dépendants, par exemple, ne peuvent pas venir en l'état actuel de la législation. Le Bloc de gauche (membre de la coalition au gouvernement), appelle à une révision de la loi.

Cette situation engendre une grande inquiétude et solitude. De plus, les demandeurs ont été répartis dans tout le pays (bien qu'une majorité se trouve dans les régions de Porto et Lisbonne). Certains se sentent donc isolés. Les associations et le parti du Bloc de gauche le confirment : l'administration portugaise pare au plus urgent (logement, titre de séjour, revenus minimum, santé), mais l'accompagnement reste lacunaire. Les associations de la PAR prennent le relai.

Un tissu dense d'acteurs sur tout le territoire pour un accueil inconditionnel

Les associations caritatives ou religieuses (toutes confessions confondues), les ONG et les groupes de défense des droits de l'Homme sont [mobilisés](#). Les administrations locales sont aussi très actives, avec près de 100 communes volontaires. Cependant, ces dernières sont parfois débordées (à Lisbonne et Porto notamment), tandis que d'autres (dans l'intérieur du pays ou dans les villes moyennes) pourraient traiter plus de dossiers. Malheureusement, les demandeurs ne peuvent déposer de dossiers qu'auprès des autorités de leur lieu de résidence.

Des initiatives sont menées dans tout le pays pour sensibiliser à la question des demandeurs d'asile : tables rondes dans les [écoles](#), [débats](#) publics, événements culturels... La [Casa da Música](#) de Porto a par exemple organisé un concert de levée de fonds pour les étudiants syriens. Les arrivants se disent bienvenus dans le pays, qui est d'ailleurs classé 2e (sur 38) selon l'Indice européen des politiques d'intégration de migrants ([Mipex](#)). Aucun incident (agression, insultes ou autres) n'a été à déplorer.

L'appartenance religieuse ne fait pas débat

[En matière religieuse](#), la population portugaise est très homogène (94 % de catholiques, 35 % de pratiquants). En Europe, pour autant, les Portugais sont parmi les moins nombreux à exprimer un a priori négatif à l'encontre des juifs ou des musulmans, d'après une étude du Pew Research Institute. Une grande majorité (environ les 3/4) considère que l'islam n'est pas incompatible avec leur société. L'unique [manifestation](#) hostile aux réfugiés n'a rassemblé que quelques dizaines de personnes, avec très peu de slogans anti-musulmans.

La dimension religieuse n'est jamais abordée [frontalement](#). Les centres d'accueil disposent de salles de prière multi-confessionnelles. La Conférence des évêques portugais relaye les appels du Pape François pour l'accueil des migrants. L'appartenance religieuse des personnes accueillies n'est pas mentionnée. Quelques [paroisses](#) ou organismes promeuvent une réflexion sur les rapports avec l'islam, mais jamais en lien direct avec l'accueil des réfugiés.

Un pays sortant de crise, en régression démographique...

Le Portugal compte environ 10 millions d'habitants, dont un peu moins de 4 % d'immigrés. Depuis 2011, le solde naturel et le solde migratoire sont négatifs. Les Portugais ont [quitté le pays](#) par dizaines de milliers pendant la crise (2012-2017 environ), avec un pic de 13 départs pour 1 000 habitants (9/1 000 aujourd'hui). Le taux de chômage est redescendu autour de 11 %. Le [salaire](#) minimum est de 580 euros/mois. Pour les professions non qualifiées, le salaire moyen s'élève à 687 euros par mois. Il est de 2 367 euros par mois pour les cadres supérieurs.

...qui garde une mémoire collective de la migration et accueille de bon gré les réfugiés mais moins les migrants

Le Portugal se vit comme un pays d'émigration. Les migrations du XXème siècle sont particulièrement présentes dans la [mémoire collective](#) et font partie de l'histoire de nombreuses familles. Quelques observateurs dressent d'ailleurs un parallèle entre les mouvements actuels et l'émigration massive (souvent clandestine) de dizaines de milliers de Portugais sous la dictature de Salazar. D'autres rappellent les leçons pratiques tirées du "retour" soudain de 500 000 Portugais après l'indépendance des colonies (1974-76).

Dans ce contexte, la population perçoit les migrants économiques comme des [concurrents](#). En Europe, elle est parmi les plus réticentes face à l'arrivée de migrants. Étrangement, elle considère aussi que la migration bénéficie à son économie. En revanche, les Portugais établissent une distinction claire avec les personnes demandant une protection internationale. Envers ces dernières, le devoir d'accueil fait consensus.

Image : Bienvenue à la craie, by [Bruno Glätsch](#) - Pixabay CCO.

Pour aller plus loin :

[Intervention de Marcelo Rebelo de Sousa à l'ONU \(Prés. de la République\) - ONU](#)

[Plateforme de soutien aux étudiants syriens -Global platform](#)

[Bilan de l'accueil par le parti Bloc de gauche - Publico](#)



Les réfugiés au Cameroun : une crise devenue permanente



AOUDOU MOUNCHILI

Après des études de droit et de philosophie, Atoutse Tossou s'est engagé dans un Master 2 en sciences sociales et humaine à l'EPHE, avec un sujet de recherche sur l'état juridique et sociologique de la religion en Afrique de l'Ouest. Il a rejoint les Observateurs Juniors en mai 2017 pour une veille sur le pluralisme religieux et culturel en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Togo. Ce choix a été opéré au regard des crises qui se relaient fréquemment dans la vie socio-politique de ces trois pays afin d'analyser les menaces qui pèsent sur la cohabitation pacifique et la cohésion sociale.

Situé à l'intersection entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, le Cameroun est sérieusement affecté par les conflits en cours dans ces régions. La recrudescence des attaques des milices armées en République centrafricaine à l'Est et l'activité du groupe terroriste Boko Haram dans la région du lac Tchad, au Nord, ont entraîné des mouvements importants de populations fuyant les zones de conflits. La conséquence de ces mouvements a été un afflux massif de réfugiés nigériens, centrafricains et tchadiens sur le sol camerounais.

Le Cameroun, terre d'accueil des réfugiés face à une crise prolongée

Le Cameroun a toujours été un pays d'accueil des réfugiés de diverses nationalités. Entre 2013 et 2016, le nombre de personnes sous la compétence du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) est passé de 123 090 à 595 935. Ce chiffre représente à la fois le nombre de réfugiés centrafricains, nigériens, tchadiens et quelques autres nationalités, ainsi que les déplacés internes camerounais, fuyant les attaques de Boko Haram dans la région de l'extrême-Nord du Cameroun.

Au 31 mai 2018, l'UNHCR recensait sur le sol camerounais 358 438 réfugiés répartis selon le tableau ci-dessous :

Pays d'origine	Population de réfugiés sur le sol camerounais
République centrafricaine	258 779
Nigeria	96 367
Tchad	1 541
Rwanda	859
République démocratique du Congo	529
Autres	94
Soudan	83
Côte d'ivoire	68
Burundi	66
Congo	52
Total	358 438

Source : HCR

Alors que les opérations de rapatriements volontaires de réfugiés ont été amorcées au début de l'année 2018, l'UNHCR signale un nouvel afflux de réfugiés sur le sol camerounais en raison des récentes vagues de violences dans les pays voisins. Ce regain de violence est un signe qui atteste que l'environnement au sein des pays de départ des réfugiés n'est pas propice à leur retour. La présence des réfugiés sur le sol Camerounais devient ainsi une crise d'accueil prolongée.

Un environnement de protection de plus en plus difficile

D'après le plan opérationnel de l'UNHCR pour l'année 2018, l'organisation s'attend à ce que l'environnement de protection pour les réfugiés au Cameroun devienne plus difficile. Les raisons de ce positionnement sont multiples :

- Les débordements et l'insécurité croissante dans les zones frontalières en raison des conflits qui persistent en République centrafricaine et au Nigeria.
- Les risques de tensions politiques autour des prochaines élections.
- La pression démographique croissante sur les ressources naturelles et les services sociaux et la compétition qu'elle peut engendrer entre réfugiés et communautés d'accueil représentent un risque pour la cohabitation pacifique.
- La naissance d'un nouveau défi : celui de la gestion de la situation des déplacés internes occasionnée par les conflits armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.
- Face à la croissance des besoins pour la protection des réfugiés, les financements se raréfient : le déficit budgétaire du HCR a dépassé les 55 % en 2015. Pour l'année 2018, les besoins de l'organisation sont estimés à 86,7 millions de dollars. En date du 5 juin 2018, seuls 18 % de ce montant ont été collectés, soit 15,6 millions de dollars.

Intégration des réfugiés et conflits inter-communautaires

La politique de cantonnement des réfugiés pratiquée par le gouvernement camerounais restreint l'accès des réfugiés au territoire. Les populations de réfugiés restent circonscrites pour la plupart dans les régions frontalières. Ils sont soit regroupés au sein des camps, soit au sein des villages érigés en communautés d'accueil. La question des réfugiés oppose plusieurs opinions au Cameroun. D'une part nous avons les organisations de la société civile qui, telles que [Trauma Centre Cameroun \(TCC\)](#) et le Service National Justice et Paix (SNJP), s'active pour apporter une réponse à la vulnérabilité des réfugiés en changeant la situation de précarité dans laquelle ils vivent et sensibiliser les communautés d'accueil pour prévenir les conflits inter-communautaires. D'autre part, on retrouve un autre groupe au sein des

communautés d'accueil qui souligne que les communautés hôtes devraient recevoir des compensations sur ce qu'elles ont perdu en accueillant les réfugiés plus nombreux que les populations autochtones dans certaines localités.

Image : USAID, Nigerian refugees in Minawao Camp, Cameroon, [Flickr](#) , CC BY-NC 2.0

Pour aller plus loin :

[Cameroun : là où se joue l'une des plus importantes crises de réfugiés - Afrique Le point](#)

[Plan de Réponse Humanitaire 2017–2020 \(Janvier 2018\) - ReliefWeb](#)

Contact

Observatoire Pharos
C/O ACTED
33 rue Godot de Mauroy
75009 PARIS

contact@observatoirepharos.com

 [@ObsPharos](https://twitter.com/ObsPharos)

 [@ObservatoirePharos](https://www.facebook.com/ObservatoirePharos)

 [Observatoire Pharos](https://www.linkedin.com/company/ObservatoirePharos)

www.observatoirepharos.com



**OBSERVATOIRE
PHAROS**

Pluralisme culturel
et religieux